

La fortune américaine et son destin

Ce livre clair, hardi, facile à lire, a pour but de fournir un tableau de l'économie américaine, de son poids dans l'économie mondiale, de mettre en relief « ce qu'il peut y avoir d'essentiellement nouveau dans les faits contemporains ». Mais, bien que l'auteur prétende ne pas se soucier « d'intégrer ces faits dans un cadre théorique », on s'aperçoit vite qu'il ne se prive pas de donner des interprétations et de tracer des perspectives très « théoriques » pour ne pas dire fantaisistes. C'est sur ce deuxième aspect que nous insisterons surtout car un résumé des faits si simplement exposés par Jean Piel ne saurait dispenser de la lecture de « La fortune américaine et son destin ».

Une première partie du livre décrit rapidement l'évolution des Etats-Unis jusqu'à la crise de 1929 et de la deuxième guerre mondiale. L'analyse de l'entre-deux-guerres a le mérite de faire apparaître l'originalité de la crise de 1929, sa liaison avec la nouvelle structure qui tendait déjà à se dessiner dans l'économie mondiale, et par là son caractère prophétique pour la période actuelle.

Le chapitre central décrit l'immense poussée des forces productives en Amérique pendant la deuxième guerre mondiale, et fournit un recensement à la fois clair et détaillé des ressources en matières premières, de la production industrielle et agricole, de l'accroissement de la main d'œuvre. Au total la production des Etats-Unis a doublé de 1940 à 1944, propulsée par l'unique moteur de la guerre. Un tel accroissement peut donner l'idée des possibilités de développement de l'économie moderne. Mais le fait essentiel est ici que ce développement n'a pu avoir lieu que dans la guerre et par la guerre, le conflit mondial venant fournir le stimulant indispensable à une économie que ne s'était pas relevée de la crise structurelle de 1929. Jean Piel montre ensuite à quel point la guerre a définitivement consacré le déséquilibre du monde capitaliste : déséquilibre dans la production, les Etats-Unis produisant environ un tiers du revenu mondial total (U.R.S.S. comprise), déséquilibre dans la productivité du travail, déséquilibre dans les échanges commerciaux ; sur tous ces points, « La fortune américaine » fournit une documentation élémentaire mais parfaitement suffisante.

(1) Jean Piel, « La Fortune américaine et son Destin ». Editions de Minuit.

L'auteur arrive ensuite au point critique de son exposé et de l'économie capitaliste contemporaine : la masse du capital américain, le poids de la production américaine, l'impossibilité pour les autres pays capitalistes de concurrencer cette production aussi bien quantitativement que sur le plan de la rentabilité du capital, sous tous ces aspects l'évolution de l'économie mondiale, accélérée par le conflit mondial, aboutit à une impasse, à l'impossibilité de restaurer une harmonie des échanges, entre une Amérique que produit « trop », dans tous les domaines, et un monde capitaliste qui produit trop peu ou trop cher, et qui a déjà aliéné au profit des U.S.A. tous les moyens de paiement dont il disposait. A ce moment l'auteur en vient à isoler l'économie américaine, comme système menacé chroniquement d'une crise de surproduction, et pose avec divers économistes américains, le problème de la « maturité économique » du capitalisme américain, et la menace de stagnation de cette économie. La plupart des économistes américains arrivent aujourd'hui à cette conclusion : « qu'il y a des fortes présomptions pour que l'évolution prévisible de l'économie intérieure américaine fournisse des occasions décroissantes d'investissements ». Crise des investissements, crise chronique de surproduction, problème du plein emploi ou du chômage chronique, stagnation économique sont différents aspects d'un seul problème dont le rôle des économistes bourgeois est de masquer la racine : l'exploitation du prolétariat et l'extraction de la plus-value dans le procès de production capitaliste. Mais l'auteur demeure ici sur le même plan que ses sources, le plan de l'économie politique vulgaire, dont le but est de masquer le caractère social du système économique.

Que signifient pour nous cette floraison de théories économiques en Amérique, et la lucidité avec laquelle les économistes bourgeois posent la question d'une limite absolue du développement capitaliste à quoi correspondent-elles ?

Essentiellement à ces traits qui s'accroissent actuellement dans l'économie capitaliste : la concentration de plus en plus grande du capital financier, sa fusion de plus en plus intime avec l'état, les progrès de l'intervention étatique. Tandis que la contradiction fondamentale du capitalisme, née de l'exploitation du travail salarié, ne se traduit en crise de surproduction, dans le schéma classique, que d'une façon différée par le mécanisme aveugle d'une économie concurrentielle, dans une économie d'exploitation planifiée, le problème de la surproduction et de la stagnation se pose de façon constante et chronique.

L'économie américaine n'est pas encore arrivée à ce stade ; mais entre la prévision et la coordination réalisées pendant la guerre et partiellement maintenues depuis, et d'autre part la « planification » qu'entraînera la prochaine crise, les économistes américains et toute une aile « progressiste » du capital américain représentent la « conscience historique » des classes exploiteuses et l'anticipation du processus. Pour nous, le plus intéressant est que cette évolution inéluctable vers le capitalisme d'état, loin d'être une solution à la contradiction sociale et économique fondamentale, la révèle au contraire de façon brutale. La planification, partielle ou complète, de l'économie, est donnée comme une panacée universelle aux contradictions et aux crises du capitalisme ; mais les « progressistes »

de tout genre camouflent le caractère de classe de cette planification, taisent le fait que le moteur de la production est extérieur à la planification proprement dite, directement lié aux intérêts de la classe qui planifie.

Ainsi dans le cas des Etats-Unis, Jean Piel met parfaitement ce fait en lumière, que la surproduction américaine et la menace de stagnation ne sont pas liés à l'anarchie du système capitaliste : il insiste sur le rôle croissant de l'état dans l'économie, sur son intervention dans la répartition des revenus et surtout des investissements. Mais, sans que l'auteur ose l'exprimer, cet état est toujours l'état de la classe exploitée, et toutes les solutions lui sont bonnes pour éviter la stagnation et maintenir ses profits...

Que les capitalistes ne veuillent pas abandonner leurs profits, c'est bien sûr le postulat de l'économie capitaliste. Mais c'est ici que le sol manque soudain sous les pieds : ces profits qui sont le moteur de l'économie capitaliste, celle-ci ne peut plus les réaliser à l'intérieur des U.S.A. A l'extérieur l'exploitation des capitaux n'est plus rentable. Bien plus, Jean Piel montre que le calcul à long terme, qui consisterait à remettre sur pied l'économie européenne pour pouvoir, plus tard, rétablir des échanges équilibrés et rentables, ce but théorique du Plan Marshall dont se berce peut-être la partie la moins « éclairée » de la bourgeoisie américaine, est complètement illusoire ; ce que toute l'évolution de l'économie mondiale a lentement créé, la suprématie du capital américain, il est inconcevable que le capitalisme américain la détruise lui-même pour le plaisir de recommencer une seconde fois le même jeu. Mais si Piel voit bien ceci, s'il montre combien sur ce plan l'état américain et les couches monopolistes qui sont davantage identifiées à l'état, sont plus clairvoyants que certains milieux d'affaires, il aboutit à ce résultat **stupéfiant** que le capitalisme américain qui ne veut pas renoncer à ses profits, est amené à « faire don » de ces profits au monde, qu'il a besoin **d'être soulagé de son sur-produit** comme « la vache a besoin d'être traitée ». On ose à peine poser la question naïve : pourquoi le capitalisme ne pratique-t-il pas d'abord cette économie du don chez lui, en augmentant la consommation ou en réduisant les heures de travail sans réduction de salaire ? L'état américain représenterait si bien les intérêts économiques de la classe dominante qu'il serait amené à supprimer ces intérêts pour permettre à cette classe, ou plutôt à « l'économie », de se survivre. A ceci correspond l'image de la « vache » : l'idée d'une dynamique propre et autonome de « l'économie » moderne, abstraction faite de tout contenu de classe. Quant à ceux qui représentent les intérêts (désintéressés) de cette économie, ils sont prêts à ne pas réaliser leurs profits pour empêcher l'économie de stagner. Mais encore une fois, pourquoi n'en font-ils pas d'abord profiter les prolétaires américains ? Dans ce cas, le fantôme de la stagnation s'évanouirait sans retour.

Si l'auteur a bien vu que le Plan Marshall est le type d'une forme d'échange radicalement nouvelle (et ceci par exemple contre les théoriciens staliniens qui ont tout intérêt à ne pas voir où conduit l'évolution contemporaine du capitalisme), il a abandonné un peu vite la recherche de l'intérêt concret qui préside à cet échange, pour se conten-

ter de motifs puisés dans le caractère national américain, (le « dynamisme », la « jeunesse », l'« esprit d'entreprise ») et de l'intérêt de « l'économie » abstraite à ne pas stagner. Jean Piel place en tête de son chapitre sur le développement des U.S.A. pendant la guerre, une étude du prêt bail qui en montre la nouveauté : « la nature juridique de ce contrat de prestations, ne comportant en contre-partie aucune obligation économique directe, constitue un précédent ». Mais ceci dit, il oublie par la suite ce précédent qui, lui, n'avait rien d'un don désintéressé ni même d'un soulagement d'une économie menacée de surproduction, puisque le prêt bail fut l'origine d'un accroissement gigantesque de la production.

L'abstraction est facile à déceler, et se traduit dans le plan de cette partie du livre : l'auteur part des Etats-Unis, considérés comme isolés, les relie ensuite au reste de l'économie occidentale, mais ne considère jamais l'économie mondiale comme un tout. C'est cependant à partir de l'antagonisme mondial entre les deux blocs que peut se comprendre le plan Marshall. Celui-ci se comprend dans cette perspective comme le renflouement d'une entreprise non « rentable » sur le strict plan économique, mais absolument nécessaire dans le conflit avec l'U.R.S.S. Le profit capitaliste ne se trouve pas abandonné, mais différé à longue échéance, jusqu'à la troisième guerre mondiale. Ce que l'auteur voit comme une déviation des buts originaux et profonds du plan Marshall, sa signification dans le conflit inter-blocs, est la seule façon de la comprendre pour un marxiste. Le Plan Marshall ou le Plan Mondial de Truman sont les gigantesques « grands travaux » de l'économie américaine mais des grands travaux à portée essentiellement guerrière. On explique parfois que dans la planification capitaliste on produit des armements dont la vente à l'Etat augmente démesurément les profits capitaliste, puis que le réarmement aboutit à la guerre car il y a une tentation à se servir des armes accumulées. C'est fausser tout le processus. En réalité les armements sont produits directement pour la guerre et le « profit » qui en résultera (destruction d'un concurrent, de nos jours annexion ou destruction pure et simple de l'autre) ; le plan Marshall de même deviendra rentable avec la guerre contre l'U.R.S.S., et c'est le conflit international qui détermine l'accroissement de la production ou simplement son maintien au niveau actuel.

Les Etats-Unis éviteront le socialisme, nous dit Jean Piel, entendant par socialisme le régime russe. Mais il nous montre un capitalisme qui pour continuer chez lui le petit jeu de la libre entreprise « régime auquel il semble encore attaché », nie purement et simplement dans ses rapports internationaux son propre moteur : le profit. On peut se demander alors ce qui différencie du bloc russe le bloc américain pris comme un tout : il est clair que le développement économique à l'intérieur de chaque bloc n'a plus pour moteur le profit ; même si dans le bloc américain l'économie est loin d'être planifiée, elle fonctionne déjà globalement, du point de vue des rapports internationaux, comme une totalité dans laquelle les parties sont consciemment ordonnées. L'aile progressiste étatique du capitalisme américain, anticipant sur le développement et la planification réelle de l'économie américaine, joue le

même rôle de conscience de l'économie que la bureaucratie soviétique et subordonne l'économie à son seul but, la guerre avec l'autre.

Ce qu'apporte ce livre ? des faits utiles. Des vues lucides qui démolissent bien des préjugés sur le stade de développement de concentration et de planification de l'économie américaine, sur le problème de la surproduction et de la stagnation, et son indépendance par rapport aux méfaits de « l'anarchie » capitaliste, sur la nouveauté du plan Marshall, sur l'impossibilité d'une stabilisation de l'économie capitaliste sur ses bases classiques. Son défaut irrémédiable : l'abstraction de l'économie de sa base sociale et humaine et de l'exploitation de classe ; l'abstraction de l'économie américaine de sa détermination dans la concurrence et le conflit des deux blocs. Cette double abstraction fournit à cet ouvrage des bases théoriques et des conclusions radicalement viciées. C'est seulement à partir des rapports de production existant dans l'économie mondiale moderne, à partir de son caractère d'exploitation, qu'on peut étudier les problèmes absolument nouveaux de l'époque, ceux du fonctionnement de l'économie bureaucratique d'état, et de son moteur, dans les deux cas qui se présentent : le conflit total de deux blocs ; l'unification du monde sous un seul système bureaucratique. C'est dans ce dernier cas que les théories de la « maturité » auraient de beaux jours devant elles, comme justification de la stagnation, et de la régression des forces productives.

Marc FOUCAULT.

Correspondance.

Voici quelques extraits de lettres que nous ont adressées soit d'anciens camarades, soit des lecteurs jusqu'ici inconnus qui se sont intéressés aux articles précédemment parus. Nous faisons part de leurs appréciations et de leurs critiques, dans le but de montrer que la lecture d'une Revue, comme celle que nous désirons avoir, loin d'être passive devrait amener peu à peu, non pas la simple publication de « lettres », mais la possibilité de s'exprimer et de discuter largement.

Lettre d'un camarade de Toulouse :

« Socialisme ou Barbarie »... Vraiment cela m'a fait du bien de lire une étude si sérieuse, profonde et claire, construite avec équilibre et logique, avec précision, toutes choses qu'on ne peut trouver habituellement. On publie tant de choses vagues, confuses, pleines de lacunes et de contradictions, d'obscurité, de désordre... Le style, évidemment, gagnerait à être fortement littéraire, simplifié ; il gagnerait en clarté, en robustesse et même en valeur.

D'autre part, le camarade Chaulieu a reçu d'un ancien camarade du P.C.I. la lettre suivante :

... J'ai lu avec intérêt la Revue « Socialisme ou Barbarie », mais j'ai été surpris par le ton de ton article. Il ne m'appartient pas de prendre la défense de Pierre Franck, ni celle de la « Vérité », ayant quitté la J.C.I. il y a plus d'un an, mais je veux m'élever contre ce ton de polémique stérile qui est le tien dans cet article... As-tu pensé à l'effet que pouvait produire, sur des militants honnêtes et sincères, une telle attitude ? Ne penses-tu pas que cela risque de rebuter et de dégoûter de l'action des gens dont pourtant le mouvement ouvrier a besoin. Ceci étant dit, je vous félicite pour l'effort que représente la sortie de votre Revue et te prie de croire, camarade, à mon amitié socialiste et internationaliste.

Le camarade Henri Féraud, de Montpellier, nous écrit :

J'ai bien reçu le premier numéro de « Socialisme ou Barbarie »... Je suis pleinement d'accord avec vous. J'ai en particulier tout à fait aimé l'article « Socialisme ou Barbarie » que je trouve tout à fait remarquable et dont certaines formules expriment totalement ma pensée.

... Dans cet article tu dis : « On ne peut plus continuer à croire que l'expropriation des capitalistes privés équivaut au socialisme et qu'il suffit d'étatiser (ou de nationaliser) l'économie pour rendre impossible l'exploitation. » Tu accordes qu'on l'a cru et qu'on le croit... Les staliniens le croient. Or, je dis qu'un tel point de vue et sa critique posent les problèmes théoriques les plus fondamentaux et en particulier celui de matérialisme... Dans la conception du parti autoritaire, dans celle du révolutionnaire professionnel, dans un centralisme qui est en définitive non seulement discipline d'action mais aussi main-mise sur l'élaboration de la stratégie, tactique et mots d'ordre du parti on discerne (non chez Lénine peut-être) mais chez les épigones un mépris des masses qui repose sur un mépris de leur esprit... Les masses deviennent les « choses » du parti. C'est là une erreur capitale. De là l'importance d'un problème théorique, non immédiatement lié à la pratique mais d'une importance essentielle comme postulat de la pratique et de son interprétation...

Plusieurs lecteurs nous ayant demandé l'adresse du Cartel des Syndicats Autonomes, nous les informons que le local de ce Cartel se trouve à Paris, 129, boulevard Saint-Germain (5^e).